

beaux discours des hon. membres de l'autre côté de la chambre, et en voyant avec quelle force ils s'élevaient contre le divorce, avec quelle ferveur ils veulent conserver les liens de la famille ! Ces messieurs nous disent bien haut que nous ne devons pas voter pour le divorce ; mais ils n'ont pas besoin de nous le dire : tous les catholiques savent parfaitement que leur devoir est de voter contre le divorce. Nous savons que les lois du parlement ne peuvent prévaloir contre celles de l'Eglise. Aussi, nous ne votons pas pour le divorce parce que nous votons pour le projet de confédération ; et les déclamations des députés de l'autre côté de la chambre à ce sujet ne peuvent être crues par personne. Personne ne demande non plus que l'on décrète une loi pour permettre aux magistrats civils de célébrer les mariages, et tout ce que dit l'opposition à ce propos n'est qu'une tempête dans un verre d'eau. Dans tous les cas, nous pouvons nous féliciter de la conversion des hon. membres, et maintenant ils n'ont plus qu'à toujours dire la vérité, et leurs fautes passées leur seront pardonnées. Cependant, quoiqu'ils se fassent les protecteurs de la religion et de la nationalité, il est évident que le peuple ne croit pas encore bien fermement à leur conversion et qu'ils n'ont pas encore la confiance du pays, car, autrement, le projet du gouvernement est assez nouveau et assez peu compris qu'ils auraient une chance de revenir au pouvoir. Le peuple, en voyant toutes leurs belles déclarations, va probablement penser qu'ils vont se rallier à nos amis ; mais s'ils ne le font pas, il verra qu'ils ne sont pas sincères, et alors tant pis pour eux. En attendant, le peuple examinera le projet qui nous est soumis et le jugera suivant ses mérites, sans se laisser entraîner par les appels aux préjugés et les insinuations des hon. membres de l'autre côté de la chambre. Je parlerai plus tard sur la question elle-même, mais je ne ferai pas comme l'hon. député de Richelieu, qui nous a fait un long discours au moyen de l'*Histoire du Canada* de GARNEAU, qu'il nous a lue presque d'un bout à l'autre. Je ne ferai pas de menaces, non plus, et personne de nous ne dira : " Si les choses ne vont pas comme ceci ou cela, on verra ! " Dans un pays comme le nôtre, on ne dit pas : " On verra ! " C'est vouloir créer inutilement de l'excitation parmi le peuple, et tous les honnêtes gens doivent réprouver une pareille conduite. D'ailleurs, quel est celui qui aurait la force de soulever

le peuple dans le moment actuel ? Ce n'est certes pas notre digne concitoyen, M. CHERRIER, parce qu'il est trop paisible, trop dévôt et trop bon catholique pour dire aux Canadiens de se lever et de combattre le projet du gouvernement par les armes. Non, il leur dira plutôt de respecter l'autorité et de réclamer s'ils se croient lésés, parce qu'il sait qu'il vaut mieux respecter son père que de le battre. Quant à M. PAPINEAU, cet homme distingué a eu assez de déboires dans sa vie publique, et il regrette assez ses amis et compatriotes qui sont tombés à St. Denis et ailleurs, pour ne pas vouloir recommencer ce jeu-là. L'hon. député de Bagot a reproché au procureur-général du Bas-Canada de s'être trouvé à St. Denis et d'en être revenu. Aurait-il préféré le voir couché parmi les morts et mêler ses cendres à celles des victimes qui y sont tombées ?

L'hon. M. LAFRAMBOISE— Oh ! il n'y avait pas de danger. (Rires.)

M. DENIS— Vous lui reprochez d'avoir fait cela quand il était jeune, et cependant vous dites que vous feriez la même chose si vous étiez assez forts pour l'entreprendre. Cela n'est pas un raisonnement, et ce n'est pas là ce que nous devons faire. Nous devons dire à l'Angleterre que nous tenons à rester à l'ombre de son noble drapeau ; — que nous craignons nos voisins et que nous désirons savoir ce qu'elle peut faire pour nous. C'est à cet effet que nos ministres doivent se rendre auprès du gouvernement impérial ; et si les négociations ne se terminent pas d'une manière favorable, alors il sera tenu de se séparer et de chercher un autre mode d'existence. La discussion a pris une tournure trop personnelle, et nous avons entendu des accusations et des insinuations contre celui-ci ou celui-là ; mais, comme l'opposition n'a rien à proposer de mieux que ce que nous propose le gouvernement actuel, elle ne doit pas espérer que les membres de ce côté l'appuient, dans le seul but de renverser l'administration. Ces messieurs de l'opposition demandent des détails ; mais on peut demander à leurs chefs ce qu'ils suggèrent pour faire sortir le pays des difficultés où il se trouve plongé. Ils veulent le *statu quo*. Mais qu'ils nous proposent donc quelque chose de pratique ! Qu'ils disent donc ce qu'ils veulent et ce qu'ils peuvent faire ! Au lieu de cela, nous ne leur entendons faire que des récriminations et des blâmes continuels. Ils demandent